

Patronat et gouvernements successifs s'appuient sur la crise créée par le capital pour justifier les politiques d'austérité, en nous culpabilisant, ressassant sans cesse qu'en France «on ne travaille pas assez» dans l'année et surtout «pas assez longtemps» et que le « coût » du travail est beaucoup trop élevé.

De son côté, le Fonds Monétaire International (FMI) encourage le Gouvernement Français à poursuivre les «réformes» afin de mettre un terme aux soi-disant rigidités du marché du travail par une politique de mesures d'austérité, dont seuls les salariés supportent les conséquences. Or, ces politiques d'austérité n'apportent que récession, pauvreté et précarité comme en témoignent les situations en Grèce, Espagne, Portugal et l'Italie.

Il faut changer de cap! La CGT a des propositions répondant véritablement aux besoins sociaux

EMPLOI : 100 000 emplois créés, c'est 1,3 milliards d'€ pour le financement de la protection sociale

L'industrie est notre bien à tous. Dans notre département, les salariés avec la CGT comme à FRALIB, KEM ONE, AIR FRANCE, ICTS, SNCM, GRAND CONSEIL DE LA MUTUALITE, la CENTRALE DE GARDANNE, LYONDELL BASEL, MOULINS MAUREL luttent pour la sauvegarde de l'emploi. Audelà, ce sont en effet des milliers d'emplois qui sont concernés, la Sous-Traitance, les Services Publics, la Santé, les Organismes Sociaux, ... c'est toute une vie sociale et économique qu'on détruit ainsi que notre système de retraites par répartition. Ces salariés en lutte, par leurs projets alternatifs, font preuve que d'autres choix sont possibles.

➤ <u>SALAIRES</u>: 1% d'augmentation des salaires nets, c'est 2,5 milliards d'€ pour le financement de la protection sociale

Depuis 2010, le pouvoir d'achat des agents public a chuté de 4%, dans le privé il baisse cette année de 1%. A contrario, les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leurs richesses gonfler de 25%. De l'argent il y en a ! Ce sont les exonérations patronales et allègements de cotisations sociales (représentant 28,3 milliards en 2011)

qui constituent de véritables trappes à bas salaires mais elles n'ont aucun effet positif sur l'emploi. La hausse des salaires est nécessaire pour accroitre la consommation et accélérer la croissance économique et financer notre protection sociale.

RETRAITES: 20 Milliards à trouver pour 2020

Effectivement, sans financements supplémentaires, le déficit du régime général s'élèvera à 20 Milliards d'€ en 2020.

Mais...POURQUOI NE PAS:

- Récupérer les plus de **40 Milliards d'€** de fraudes fiscales qui ne vont pas dans les caisses de l'état et des collectivités.
- Piocher dans les quelques 250 Milliards d'€ de bénéfices dégagés par les placements boursiers, souvent à l'origine des licenciements et des délocalisations d'entreprises,
- Conditionner les **192 Milliards d'€** d'aides accordées aux entreprises dans le but de favoriser le maintien et le développement de l'emploi en France,
- Revenir sur les **20 milliards d'€** obtenus dernièrement par le Medef en Crédit d'Impôt Compétitivité Emplois(CICE).

TOUS ENSEMBLE GREVE ET MANIFESTATION

LE 10 SEPTEMBRE 2013 10 H 30 - VIEUX PORT